Samedi 17 et dimanche 18 mars 1979 – No 1 053

BP 61. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Dans ce numéro, quatre pages sur les travailleurs immigrés

Grand Guignol à l'Assemblée

Jeudi, alors que l'Assemblée sombrait véritablement dans la bouffonnerie, des sidérurgistes présents dans les gradins du public étaient expulsés. Ils avaient seulement voulu dérouler une banderolle

Voir article page 7

Pour l'unité

PARTIS de gauche dont l'union tourne au vinaigre et dont les responsables en viennent aux propos les plus venimeux dans le cirque parlementaire ; leaders syndicaux qui se tirent dans les pattes et, en tout cas, sont incapables de définir la moindre position commune.

S'il ne s'agissait pas justement des partis et des hommes qui prétendent représenter les travailleurs et défendre leurs intérêts ; si cela ne se passait pas justement au moment où patronat et gouvernement développent une offensive d'ampleur sans précédent contre les travailleurs, on pourrait simplement en rire.

On pourrait simplement se dire : voilà le spectacle grotesque de la politicaillerie bourgeoise. Mais il faut aller plus loin.

Les travailleurs, les sidérurgistes et la population de Longwy et de Denain, les postiers, les employés des assurances, ceux de la télévision et tant d'autres, ont redressé la tête. Ils veulent la lutte et la mènent. Ils aspirent – c'est évident – à la mener tous ensemble. La solidarité s'exprime largement.

Et c'est justement à ce moment-là que ceux qui se réclament sans cesse des travailleurs et tiennent les directions des grandes confédérations syndicales ouvrières, se déchirent et s'empoignent !

N'est-ce pas une preuve que ces gens-là sont à 1 000 lieues des intérêts du peuple, des intérêts de la classe ouvrière ?

Sur le terrain, ceux qui luttent, qu'ils soient de tel ou tel syndicat, savent très bien s'unir.

Ils le peuvent au niveau d'une boite, d'un centre de tri, de plusieurs boites voisines, à la rigueur. Mais au-delà ? Qu'est-ce qui l'empêche ?

Ouvrons les yeux, camarades...

Notre parti est bien petit, mais il consacre tous ses efforts à l'unité dans la lutte pour frapper l'ennemi.

Lorsque les travailleurs la réalisent, il la soutient, de toutes ses forces.

Notre journal fait de même : voyez aujourd'hui, comme nous l'avons fait d'autres fois, dans d'autres cas, l'interview de deux responsables CGT et CFDT de Brissonneau à Nantes.

C'est dans ce sens que nous travaillons.

Mais, pour que cela soit pour toute la classe ouvrière, pour tous les travailleurs, il faut que notre parti soit beaucoup plus fort.

Rejoignez-le...

Gilles CARPENTIER

Les troupes chinoises terminent leur retrait du Vietnam

L'AGENCE japonaise *Kyodo* a annoncé jeudi soir que le président chinois Hua Guofeng avait déclaré au gouvernement de Tokyo actuellement en visite en Chine que les troupes chinoises finissaient de se replier en terroire chinois.

Cette information dément les affirmations de certains qui « prévoyaient » déjà que la Chine voulait occuper une bande de territoire vietnamien, comme zone-tampon.

Hua Guofeng a en outre formulé l'espoir que le Vietnam retirerait ses 150 000 hommes du Cambodge qu'il occupe depuis deux mois et demi.

Du côté de Hanoï, le ministre des Affaires étrangères a adressé une note diplomatique à son homologue chinois, lui proposant d'engager des négociations entre les deux pays *« une semaine après le retrait total des troupes chinoises du Vietnam »*. Il y a deux semaines, la Chine avait proposé d'engager des négociations. L'actuelle proposition de Hanoï est donc la réponse à Pékin.

Mais, en même temps que Hanoï annonçait son désir de négocier, des informations faisaient état d'un important transfert de troupes, avions et chars du Sud au Nord du Vietnam. Des bateaux soviétiques assurent une partie de ce transport, révèle le *Hérald Tribune*. Et l'état de guerre est toujours en vigueur au Vietnam. Que signifient ces mesures alors que Hanoï se déclare d'accord pour négocier ?

Par ailleurs, la Chine a été contrainte de rappeler ses techniciens et ses experts qui travaillaient au Laos, suite à l'annulation unilatérale par le gouvernement lao des contrats passés entre les deux pays. C'est le 6 mars dernier que les dirigeants de Vientiane avaient exigé le retrait immédiat d'environ 600 techniciens chinois qui travaillaient à la construction de routes au nord du Laos. En même temps, le gouvernement lao avait accusé la Chine de masser d'importantes troupes à la frontière du pays. Ce qui avait été formellement démenti tant par Pékin que par les observateurs en poste dans la région.

Plusieurs journaux avaient d'ailleurs fait remarquer que cette accusation du Laos venait avec plusieurs jours de retard après celle formulée par Moscou et reprise à Hanoï.

On peut se demander comment se fait-il que Moscou sache *avant* Vientiane ce qui se passe au Laos et pourquoi a-t-il fallu attendre plusieurs jours pour que le gouvernement lao se décide à reprendre les calomnies de Moscou ? Peut-être que les pressions ont été bien nombreuses pour obtenir ce résultat...

En tout cas, maintenant que les accords économiques sino-laotiens sont rompus, à la demande du Laos, ce petit pays de trois millions d'habitants subira encore plus durement l'emprise du Vietnam et de l'URSS. Les 50 000 soldats vietnamiens accompagnés de quelques centaines de conseillers militaires russes et cubains pèseront encore plus lourd contre son indépendance.

Claude LIRIA

Le congrès du PCI s'ouvre le 20 mars

Un congrès houleux dans une atmosphère de crise

LE « compromis historique » est bien mort en Italie. Après la désignation du chrétien-démocrate Andreotti pour se succéder à lui-même en temps que premier ministre, le PCI vient de déclarer qu'il retournait à l'opposition. Celui-ci exigeait, en effet, son entrée à part entière au gouvernement. Le refus total de la démocratie chrétienne d'accepter cette exigence est à l'origine de l'actuelle crise gouvernementale.

Aucun des deux partis ne pouvant espérer avoir une majorité suffisante pour gouverner, la dissolution de l'Assemblée semble donc inévitable ainsi que de nouvelles élections. Celles-ci pourraient avoir lieu début mai. Le PCI a obtenu, lors des dernières élections, 34 % des voix contre 39 % pour la démocratie chrétienne.

A quelques jours de l'ouverture de son congrès qui doit débuter le 20 mars à Rome, tout semble ne pas aller pour le mieux dans les rangs du PCI. Les assemblées régionales qui ont eu lieu partout dans le pays samedi et dimanche derniers n'ont pas été tendres pour la politique de l'actuelle direction depuis un an. C'est-à-dire sa politique de soutien ouvert et officiel au gouvernement Andreotti.

Il semble que le PCI paie très cher sa politique de trahison ouverte qui avait fait dire aux personnels hospitaliers, il y a quelques mois, que leur grève avait comme cible le gouvernement et le PCI. A Rome, plus de 4 000 militants ont rendu leur carte cette année. A Bologne, les délégués ont dû avouer que *« tout allait bien en Emilie, sauf le parti »*.

Encore faut-il noter que ces réunions préparatoires ne reflètaient qu'assez partiellement l'opinion de la base, un filtrage ayant été préalablement réalisé. Une enquête menée par l'Institut des sciences de l'éducation de l'université de Bologne (l'un des fiefs du PCI) montre, en effet, que plusieurs problèmes importants divisent actuellement le parti.

LE PROBLEME DE L'URSS ET DE L'EUROCOMMUNISME

Contrairement à ce que beaucoup pensaient, une forte minorité pro-soviétique subsiste dans le PCI, activement soutenue par certains mouvements se réclamant d'extrême-gauche mais visant en fait à regrouper les forces fidèles à Moscou en Italie. A l'opposé, on trouve également dans le PCI une importante minorité qui attaque l'URSS tant sur sa politique intérieure que sur ses guerres coloniales beaucoup plus violemment que ne le fait la direction qui reste, globalement, silencieuse sur la politique impérialiste de Moscou.

Une autre question sur laquelle la ligne Berlinguer est loin de faire l'unanimité est le problème de la religion. De par l'attitude hyper-réactionnaire du clergé italien sur des problèmes importants comme, par exemple, l'avortement ou le divorce, le problème de la religion reste beaucoup plus aigu en Italie que chez nous.

Elle y conserve également beaucoup plus d'influence. Or, on sait que dans sa politique opportuniste d'« ouverture vers les chrétiens », Berlinguer ne loupe aucune occasion de flatter ce clergé. Il assiste même à la messe. Cela, la base du PCI ne semble pas prête à l'admettre, estimant dans une forte proportion que *« tant que l'Eglise subsistera en Italie, les choses ne changeraient pas »*.

Enfin, le troisième point de contradiction dans le parti est la conception du compromis historique. Si la majorité des militants l'acceptent, ils l'acceptent comme tactique pour parvenir au pouvoir, alors que, dans l'esprit de Berlinguer, il s'agit d'une option stratégique destinée en soi à changer la société par la simple cogestion du régime par le PCI et la démocratie chrétienne.

Le changement brusque de politique d'alliance avec la grande bourgeoisie du PCI ne suffira certainement pas à calmer l'ambiance d'un congrès qui s'annonce comme très houleux.

S. F.

Chili : les syndicats créent un front commun

L'UNION des travailleurs du Chili (UNTRACH), le Front unitaire des travailleurs (FUT), la Coordination nationale syndicale (CNS) et la Confédération des employés du secteur privé du Chili (CEPCH) ont décidé vendredi 9 mars de créer un « front commun » d'opposition au gouvernement du général Pinochet. Ces syndicats, d'inspirations diverses, (la Untrach était jusqu'à maintenant partisane du gouvernement pinochetiste) représentent quelques deux millions de travailleurs.

« *Nos organisations*, ont déclaré les dirigeants, *ont soutenu jusqu'à maintenant des stratégies différentes face aux divers problèmes auxquels se heurtent les travailleurs... Les mesures contraires à nos intérêts (prises par le gouvernement) nous ont convaincus que les actions dispersées ne font que nous user sans que nous obtenions rien de positif* ».

Ce front commun syndical a exigé notamment, dans une lettre au ministre du Travail, le rétablissement des droits syndicaux et la réintégration de tous les travailleurs licenciés arbitrairement.

TCHECOSLOVAQUIE

Les opposants en hôpital psychiatrique

EN Tchécoslovaquie aussi, on met des opposants — ou simplement des gens qui font des critiques — dans les cliniques psychiatriques. Dans trois d'entre elles, des sections spéciales relèvent directement du ministère de la sécurité d'Etat. Ceci vient d'être révélé dans une documentation de deux cents pages publiée à Munich. Ses auteurs citent, entre autres, le cas d'un cheminot qui a été déclaré fou parce qu'il se comportait envers les organes de l'Etat *« de façon inappropriée »* et qu'il refusait *« de rétracter ses déclarations, bien que celles-ci puissent lui porter préjudice »*.

Le comité de défense d'Anatoly Chtcharanski tient une conférence de presse à Paris

A L'OCCASION du deuxième anniversaire de l'arrestation du dissident soviétique, le Comité de défense d'Anatoly Chtcharanski a tenu mercredi à Paris une conférence de presse pour faire le point des démarches entreprises pour obtenir sa libération. Depuis son arrestation, en mars 1977, Chtcharanski a tout d'abord passé une année au secret dans la prison de Lefortovo.

En juillet 1978, lors d'un simulacre de procès, tenu à huis clos, il était condamné à trois ans de prison et dix ans de « camp sévère » pour espionnage sur une accusation montée de toute pièce. Il est, depuis, maintenu dans des conditions d'isolement complet dans la prison de Tchistopol.

Les premières réactions à l'accord Carter-Sadate-Begin

Vers un boycott arabe de l'Egypte ?

Au Caire, les journaux de langues arabe, française et anglaise annoncent l'accord Begin-Carter-Sadate

DE nombreux pays arabes se sont, d'ores et déjà, prononcés explicitement contre la signature par Sadate d'un accord de paix avec Israël tant que ne serait pas réglé le problème de l'avenir du peuple palestinien.

A Beyrouth, l'Irak, la Syrie et l'OLP ont réaffirmé leur intention de prendre des sanctions économiques contre l'Egypte si cet accord devait être signé. Ces sanctions pourraient prendre la forme d'un boycott total des produits égyptiens et d'une suspension de toute relation économique et financière.

Le principe de ces sanctions économiques avait été adopté lors de la conférence qui avait réuni tous les pays arabes (à l'exception de l'Egypte) à Bagdad après le premier accord de Camp David, en novembre 1978. Il n'avait, cependant, pas été rendu public alors. Il serait également question d'un blocus des fournitures pétrolières à l'Egypte qui vient de s'engager elle-même à en fournir à Israël. *« Nous n'accepterons jamais que Sadate reçoive du pétrole d'une main et en fournisse à Israël de l'autre »* a déclaré Yasser Arafat à Beyrouth.

Manifestations dans les territoires occupés

DEUX manifestants palestiniens sont tombés jeudi matin sous les balles des soldats israéliens qui ont ouvert le feu contre une manifestation près d'Hébron, en Cisjordanie. Il s'agit d'un ouvrier agricole de 21 ans et d'une jeune fille de 17 ans.

La situation semble évoluer rapidement dans les territoires occupés où la situation ne cesse de se tendre depuis l'arrivée de Carter à Jérusalem.

Les 12 et 13 mars derniers, la région de Ramallah avait déjà vécu des mouvements d'une importance et d'une violence sans précédent depuis 1976. Les soldats israéliens avaient ouvert le feu lundi contre une manifestation d'étudiants palestiniens à l'université de Bir Zeit. La grève est pratiquement générale dans les principales villes des territoires occupés comme Hébron ou Ramallah. Les commerces ont baissé leurs rideaux de fer et des jeeps de l'occupant sioniste sillonnent sans arrêt les villes. Le maire de Gaza pour sa part s'est prononcé de manière tout à fait opposée à toute solution qui viserait à dissocier Gaza et la Cisjordanie en donnant l'autonomie à la première et en laissant l'autre sous contrôle militaire israélien. *« C'est le même peuple qui habite Gaza et la Cisjordanie*, a-t-il déclaré, *de toute façon, les Palestiniens ne sont pas prêts à discuter de l'autonomie telle qu'elle est interprétée par M. Begin »*

A Jérusalem, des centaines de jeunes ont parcouru les quartiers arabes toute la journée du 14 en criant *« Palestine vaincra »* ainsi que des slogans favorables à l'OLP. Le même jour à Hébron, un drapeau palestinien avait été hissé au centre de la ville.

S.F

La génération de la victoire

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source

SPECIAL IMMIGRES

l'Humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Riposter aux mesures contre les travailleurs immigrés

A tous les travailleurs

LE patronat et le gouvernement Giscard-Barre ont mené et poursuivent une vaste offensive contre les travailleurs. Le chômage ne cesse de croître : il y a maintenant près de deux millions de chômeurs. Toutes les conditions d'existence : conditions de travail, salaires, santé, logement, transport, etc., ne cessent de se dégrader.

Les travailleurs immigrés sont tout particulièrement frappés : les premiers touchés par les vagues de licenciements, les premiers touchés par l'aggravation des conditions de travail, la baisse du pouvoir d'achat. Ils sont là au premier rang, face à ces coups, aux côtés des travailleurs français.

De plus, patronat et gouvernement, appliquant en cela le principe de tous les exploiteurs : diviser pour régner, encouragent et développent une véritable campagne pour les isoler. Ils cherchent à tourner contre les immigrés une hostilité que mérite largement leur politique si néfaste pour tout le peuple : cette politique de recherche du profit maximum, aggravée par la crise actuelle.

Cette campagne raciste se traduit par de nombreuses violences et même des attentats qui ont coûté la vie à bien des travailleurs immigrés. Leurs auteurs quand ils sont retrouvés ou connus, ce qui est rare, bénéficient d'une rare bienveillance. Il faut dire que l'appareil policier y participe largement.

Les travailleurs immigrés sont aussi logés souvent dans des conditions odieuses, dans des foyers pour lesquels ils doivent payer des loyers plus qu'abusifs.

Et voilà que patronat et gouvernement, après les avoir durement exploités, essaient de procéder à l'expulsion systématique de ceux qu'ils jettent au chômage, de ceux qui osent les affronter... tout en organisant toujours une immigration puisant dans de nouveaux peuples, pour la bonne marche des « affaires » !

Les mesures Stoléru, pourtant déclarées inconstitutionnelles, sont quand même appliquées.

D'autres sont en préparation qui serviront d'appui à des coups d'une plus grande ampleur encore, à des expulsions massives. Ces expulsions massives, que réclame ouvertement le groupe d'extrême-droite de Le Pen, traduisent en clair la campagne gouvernementale.

Expulsions et menaces d'expulsion, attentats racistes, brutalités et tracasseries policières viennent ainsi s'ajouter au chômage, à la vie chère, à toutes les difficultés liées à l'éloignement du sol natal.

Il s'agit bien d'une offensive particulière contre les travailleurs immigrés, dans le cadre de l'offensive générale contre tous les travailleurs.

Les luttes qu'engagent ou ont engagées les travailleurs immigrés contre les expulsions, contre les mesures racistes qui les frappent déjà ou qui se préparent dans les ministères, contre les marchands de sommeil, gérants de foyers racistes, sont partie intégrante de la lutte de l'ensemble de notre classe ouvrière contre son ennemie, la classe patronale.

Notre parti soutient ces luttes et appellent tous les travailleurs à les soutenir, comme c'est le cas par exemple pour la lutte menée depuis maintenant cinq ans par les résidents des foyers Sonacotra sous la direction de leur comité de coordination.

Développer le plus large soutien à ces luttes, en particulier dans les entreprises, dans les organisations syndicales, est tout à fait nécessaire pour leur succès comme pour l'unité de la classe ouvrière !

Ces travailleurs ont des liens avec leur peuple, leur pays d'origine. En attendant qu'ils puissent les rejoindre, dans des conditions librement souhaitées et acceptées, ils doivent avoir les meilleures facilités pour pouvoir les maintenir. Ces liens sont de ceux que notre classe ouvrière et notre peuple doivent développer avec les autres classes ouvrières et les autres peuples, dans la lutte commune contre l'impérialisme – oppression de pays et peuples par des pays plus développés et plus puissants – et contre l'hégémonisme – tentative pour dominer le monde entier des deux pays les plus puissants : les USA et l'URSS.

Large soutien à la lutte des travailleurs immigrés contre les mesures racistes, expulsions, ségrégations et brimades dont ils sont victimes !
Unité contre le chômage et les licenciements !
Unité contre le racisme !
Français-immigrés une seule classe ouvrière !
Unité contre l'impérialisme et l'hégémonisme !

Le secrétariat du Comité central du PCML

Projet gouvernemental

De nouvelles mesures Stoléru, mais en pire

LES mesures Stoléru n'étaient qu'une étape dans la politique anti-immigrée du pouvoir. Désormais elles sont dépassées par un nouveau projet du pouvoir. Celui-ci veut ramener la validité des cartes de séjour à un an au lieu de trois et dix ans actuellement. Il prévoit également d'expulser les travailleurs immigrés pour les motifs les plus arbitraires tels que mauvais état de santé, l'insuffisance de ressources. Les immigrés combatifs ne sont pas oubliés par ces nouvelles mesures. Ce sont donc des expulsions en masse que prépare le pouvoir.

Il est à noter que ces mesures s'appliquent uniquement aux Maghrébins et Africains. Les immigrés originaires des pays d'Europe ne tombent pas sous leur coup. Un façon de diviser encore.

Le gouvernement vient d'adopter un nouveau projet contre les immigrés qui laisse loin derrière lui, en matière d'arbitraire, tout ce qui avait été fait jusqu'à présent, les mesures Stoléru comprises.

Il ne manque plus à ce projet pour être appliqué officiellement que d'être adopté par l'Assemblée nationale sur le bureau duquel il sera bientôt déposé.

LA DURÉE DES CARTES DE SÉJOUR RAMENÉE A UN AN

La nouvelle politique définie comporte deux volets. Le premier consiste dans la limitation de la validité des cartes de séjour à un an au lieu de trois et dix ans jusqu'à présent.

Par cette mesure, le pouvoir fait donc sauter les maigres droits qu'avaient acquis les travailleurs immigrés concernant la durée de leur présence en France (seuls les immigrés ayant 25 ans au moins de présence en France auront une carte valable 10 ans).

EXPULSÉ POUR... SE DÉFENDRE...

La seconde partie du projet énumère une liste de motifs qui sont autant de cas d'expulsions pour les immigrés ne s'y « conformant » pas. Comme nous allons le voir, l'arbitraire fait de plus en plus office de politique dès qu'il s'agit des immigrés.

Premier motif de non-renouvellement des cartes et d'expulsion : *« Troubler l'ordre public »*. Il vise bien entendu les immigrés qui luttent pour leurs droits, con-

(Suite page 4)

Projet gouvernemental

De nouvelles mesures Stoléru mais en pire

(Suite de la page 3)

tre les licenciements, etc. Il constitue une attaque contre le droit de grève. Si aujourd'hui le pouvoir ne peut pas expulser légalement les résidents des foyers Sonacotra qu'il traine devant les tribunaux, il le pourrait sans avoir même recours à la justice et en toute légalité si le projet devenait loi !

ETRE CHOMEUR OU TROP PAUVRE

« *L'insuffisance ou l'irrégularité des ressources* » est aussi un motif de non-renouvellement des cartes. Les immigrés au chômage sont ici visés. Quand on sait le nombre des licenciements et l'insuffisance des ressources dont disposent les chômeurs, des dizaines de milliers d'immigrés sont donc menacés d'expulsions en vertu de ce motif.

ETRE MALADE

Sous le « *motif d'ordre sanitaire* » terme vague et extensible à merci, le pouvoir veut également ne pas renouveler la carte des travailleurs immigrés en mauvaise santé. Proportionnellement les travailleurs immigrés sont les principales victimes des accidents du travail en raison de la nature des travaux particulièrement pénibles et dangereux qu'ils effectuent. Ils sont également fortement touchés par la maladie devant effectuer les travaux les plus sales et accepter des conditions de logement très souvent déplorables.

Combien de ces travailleurs qui ont laissé leur santé en France pour le seul profit des patrons seront remerciés en étant expulsés ? En même temps qu'ils se « débarrassent » d'eux, les capitalistes et le pouvoir se débarrassent des « charges sociales » auxquelles ils sont encore astreints et pour lesquels ces immigrés ont cotisé pour certains pendant des années.

AVOIR LE MAL DES SIENS ET DU PAYS

Dernier motif de non-renouvellement des cartes : le non-respect de la durée des congés. Beaucoup de travailleurs immigrés éloignés depuis longtemps de leur famille et de leur pays, trouvent à juste titre que le mois de congé annuel ne suffit pas et restent donc chez eux plus que la durée légale des congés ne le permet. Désormais, l'expulsion attend ces travailleurs même si le retard est par exemple d'un seul jour.

Ce projet réduit à peu de chose les droits des travailleurs immigrés pourtant déjà bien limités. De plus il prépare pour les mois à venir l'expulsion de dizaines de milliers de travailleurs immigrés dont le seul tort sera d'être malade, chômeur d'avoir le mal des siens et du pays, de ne pas accepter leur sort, mais avant tout, d'être immigrés. Par ce biais, les capitalistes et le pouvoir veulent faire diminuer le nombre des chômeurs et économiser sur leur dos les prestations qui leurs sont dues.

ILS VEULENT UNE MAIN-D'OEUVRE DOCILE

Pour autant, pouvoir et patrons ne veulent pas se passer des immigrés. Ils veulent en diminuer le nombre d'un million d'ici 1985, objectif avoué du CNPF. Ils veulent aussi disposer d'une main-d'œuvre docile car tel n'est pas le cas de nos frères immigrés aujourd'hui.

En même temps qu'ils se préparent à expulser massivement les immigrés, le pouvoir organise l'immigration de réfugiés du Sud-Est asiatique au rythme d'un millier par mois. Il espère trouver chez ces nouveaux immigrés plus de docilité que chez ceux qu'il veut expulser. Mais il risque de déchanter rapidement.

Partout où cela est nécessaire et surtout dans les sections syndicales, l'information sur ce projet et la lutte contre lui doivent se développer afin de préparer des actions d'envergure et de faire échec au pouvoir.

Henri MAZEREAU

Projet anti-immigrés du conseil des ministres

Le Conseil des ministres du 14 mars a adopté un nouveau projet anti-immigrés. Ce projet est destiné à interdire l'entrée sur le territoire français aux immigrés qui, même en règle du point de vue des papiers, n'ont pas soit déjà du travail assuré en France, soit des ressources suffisantes. Ce projet prévoit d'interdire aussi l'entrée en France des immigrés qui pourraient « troubler l'ordre public ». On voit ce que cela veut dire.

Au même Conseil des ministres, le pouvoir a décidé de réduire au maximum les moyens de défense éventuels des immigrés dont l'expulsion a été décidée.

Les travailleurs immigrés coûtent-ils cher ?

UNE question insidieuse que certains de nos lecteurs ont entendue poser un jour ou l'autre est la suivante : « *Combien les immigrés coûtent-ils à la France ?* ». Il n'y a pas si longtemps, la question était posée pour les pays anciennement colonisés par l'impérialisme français.

Insidieuse, cette question l'est, parce qu'elle laisse entendre que les travailleurs immigrés coûteraient cher à la France et donc, sous-entendu, aux Français.

La réponse à cette question permettra de savoir justement qui coûte cher à qui.

Grâce à l'immigration, l'État capitaliste fait une première économie sur la formation et l'éducation de la main-d'œuvre importée. Dans leur majorité, les immigrés viennent en France immédiatement aptes au travail. L'économie ainsi réalisée a été, il y a quelques années, chiffrée à cinq milliards de francs.

Pour les travailleurs immigrés, dont les familles sont restées dans leur pays d'origine, les prestations reçues sont calculées d'après le barême en cours dans leur pays et non d'après le taux en France. Or, dans leur pays d'origine, les allocations familiales sont bien plus faibles qu'en France. Par exemple, en 1976, un travailleur français touchait pour trois enfants 372 F par mois alors qu'un travailleur dont la famille résidait en Algérie, au Maroc ou en Tunisie, touchait, pour trois enfants, 153 F. Pour cinq enfants, un travailleur français recevait 815 F par mois tandis qu'un immigré dont la famille demeurait dans l'un des pays du Maghreb touchait 204 F. Et pourtant, ces mêmes travailleurs cotisent au même taux que n'importe qui en France.

Tout ceci permet à l'État de récupérer des milliards de francs tous les ans, dont une fraction minime revient au FAS (qui construit des logements pour les immigrés).

Tous les immigrés cotisent pour la retraite. Or, très peu en bénéficie, la plupart d'entre eux rentrant au pays avant de pouvoir la toucher. Là aussi l'État récupère de grosses sommes sur le salaire des immigrés.

Les salaires des travailleurs immigrés sont, en moyenne, inférieurs à ceux des Français. Les salaires pratiqués sont pour eux parfois plus faibles de 25 à 30 %. Les salaires payés, par exemple, dans le bâtiment, où les immigrés sont nombreux, sont bas et la durée du travail longue.

Des milliers de travailleurs immigrés habitent dans des taudis ou des logements à bon marché qui rapportent gros à leur propriétaire. Des sommes importantes sont ainsi économisées sur le logement de ces travailleurs.

Ainsi, non contents d'exploiter durement les travailleurs immigrés, l'Etat et les capitalistes réalisent de surcroit de substantiels prélèvements sur leurs salaires. Les immigrés qui coûtent à la France ? C'est l'histoire du voleur qui crie au voleur !

MONTPELLIER

Des immigrés obligés de dormir dans la rue

Montpellier. Lundi 5 mars 7 h 30 du matin des immigrés font la queue, certains depuis 1 heure, pour renouveler leur carte de séjour. Dix seulement seront reçus, les autres devront revenir le lendemain.

DEJA devoir attendre plusieurs heures pour un renouvellement de carte de séjour, c'est inadmissible ! Mais depuis bientôt trois semaines, les travailleurs immigrés doivent passer la nuit dans la rue, sur le trottoir, devant le commissariat pour pouvoir peut-être obtenir le renouvellement de leur carte. Témoins de cette situation, des habitants du quartier ont donné cartons et journaux pour améliorer un tant soit peut cette situation.

Le travailleur marocain que nous avons rencontré a passé ainsi deux nuits, de six heures du soir jusqu'au lendemain midi pour obtenir finalement le fameux renouvellement : « *La première fois, nous étions vingt le soir et le matin une trentaine, il y avait parmi nous des femmes quelques unes étaient mariées, je n'ai pas pu passer, car le commissariat prend seulement dix personnes par jour et quelquefois moins. La deuxième fois, nous avons fait une liste des dix premières personnes arrivées, nous l'avons donnée. Le lendemain, au commissariat et ainsi j'ai pu passer* ».

Mais certains doivent revenir plusieurs fois et perdre ainsi des journées de travail au risque d'être renvoyé pour absences répétées !

Tout le monde sait que tous les étrangers sont tenus d'avoir une carte de séjour pour rester en France, l'établissement ou le renouvellement de cette carte dépend entre autres d'une inscription à l'université pour les étudiants et d'un emploi pour les travailleurs mais de toute façon, c'est le commissariat qui décide de sa durée. Elle peut avoir de quelques mois à quelques années. Les étrangers ont un mois avant l'expiration de la carte pour la faire renouveller. Avant, les étrangers ont dû passer des heures devant le commissariat, à présent ce sont de nuits entières !

Mais ce qu'il faut bien voir, c'est que passer une ou plusieurs nuits dans la rue, devant un commissariat pour une administration tracassière, c'est une mesure raciste de plus contre les travailleurs immigrés ; n'est-ce pas une façon comme une autre de décourager, d'inciter les travailleurs immigrés à partir ?

Après l'échec des mesures Stoléru, (un million d'anciens francs pour un travailleur qui accepte de tout perdre, son travail, ses droits à la retraite, assurance, pour lesquelles il a cotisé pendant des années et de rentrer chez lui et ainsi de recommencer à zéro !) Tout est bon au gouvernement Giscard-Barre pour « inciter » au départ. Ce sont eux aussi, les premiers licenciés, les plus mal logés, bien souvent les plus mal payés, eux aussi qui, dans certains secteurs, font le travail le plus dur et le plus dangereux ; mais ce sont eux aussi qui, aux côtés des travailleurs français, s'opposent à leurs exploiteurs (patrons et gros propriétaires en tous genres).

Correspondante Languedoc-Roussillon

Les travailleurs français et immigrés visitent au cours d'une journée portes ouvertes la cité de l'Yser de St-Denis

Foyer de l'Yser à Saint-Denis

Une autre planète

NOUS avons rencontré un délégué des résidents de la cité de l'Yser à Saint-Denis où logent des immigrés. Quand nous sommes arrivés devant la cité, nous n'en croyions pas nos yeux. En guise de cité, des baraquements comme on en voit sur certains chantiers où l'on stocke le matériel. Seule différence, ils sont plus grands. C'est là que logent depuis des années près de deux cents travailleurs maghrébins et maliens.

HR : Quand on voit votre cité de l'extérieur, on peut penser qu'il s'agit de n'importe quoi mais surtout pas d'un endroit habité. Peux-tu nous parler des conditions de logement ?

R : Ces chambres existent depuis 1942. Elles ont été constuites pour stocker du matériel militaire. En 1956, pour la première fois, des immigrés y sont logés « provisoirement ». Depuis, des immigrés n'ont cessé d'habiter faute de mieux dans ces baraques.

Parmi les locataires actuels certains Maghrébins, sont là depuis 1958. Les Maliens sont là, eux, depuis 1970.

Aujourd'hui, nous sommes 180 résidents environ. Les 14 baraques peuvent contenir au total 230 personnes au complet. Dans chaque « chambre » couchent et vivent 16 gars. La cité est située entre, d'un côté la station d'épuration, de l'autre une décharge d'ordures, sur un troisième la ligne de chemin de fer. Au-dessus, il y a la ligne à haute-tension. Les baraques sont en fer : l'hiver on gèle. Cet hiver, on a dû acheter un poele. Le réfectoire est à peine chauffé. Pourtant, une fois que les gars ont commencé à faire leur cuisine, le soir, c'est l'endroit le plus chaud en hiver. Tous les gars y passent la soirée à ce moment-là car il fait froid dans les chambres. Quand il pleut un peu fort, il pleut aussi à l'intérieur. En été, on ne peut pas rester dans les baraques tellement il fait chaud.

Comme on est seize à coucher ensemble et comme certains se lèvent à 4 heures du matin, ils doivent allumer la lumière pour y voir. Aussi tout le monde est plus ou moins réveillé à cette heure. Il est difficile de se reposer.

HR : Dans cette chambre, il n'y a rien pour la toilette ?

R : Les WC sont à l'extérieur de même que la cantine. Les WC ne sont pas chauffés, même au moment où il fait très froid. C'est pareil pour les douches. En hiver, elles ne sont pas chauffées. Il y a huit douches pour 230 personnes. Quand 4 personnes se douchent en même temps l'eau coule froide. Pour faire notre cuisine, comme il n'y a pas assez de réchauds, pour manger, il faut faire la queue des fois plus d'une heure.

HR : A combien s'élève le loyer ?

R : Chaque résident paie 93 F pour occuper la surface du lit. Si on multiplie cette somme par 16 personnes, ça fait pas mal pour un baraquement de fer avec 16 lits.

HR : Tu peux nous parler de la lutte ?

R : Au début, en août 1976, on s'est battu seulement pour faire faire des réparations. Ensuite, on a réfléchi et on s'est dit que rien ne pourrait changer pour nous sans relogement. Nous sommes rentrés en rapport avec les municipalités d'Épinay et Saint-Denis car la cité est à limite des deux communes. Longtemps, elles se sont rejetées la responsabilité administrative de la cité.

Finalement, c'est avec la municipalité de Saint-Denis que nous avons discuté. Au cours de la première réunion, nous n'avons rien obtenu. Nous voulons être relogés tous ensemble à St-Denis dans un foyer. Pour le moment, nous n'avons toujours rien obtenu. Il est question que la municipalité cède un terrain où l'ASIC pourrait construire un foyer. Si c'était décidé, il nous faudrait encore attendre au moins 18 mois avant d'être relogés. Nous ne voulons pas attendre. *(Un gars entre à ce moment et demande si l'eau de la douche est chaude).* Non, répond le délégué. Tu vois, *me dit-il*, c'est ce que je te disais tout à l'heure. L'eau de la douche est chaude le matin jusqu'à six heures et le soir après 11 heures. Entre-temps, elle est froide.

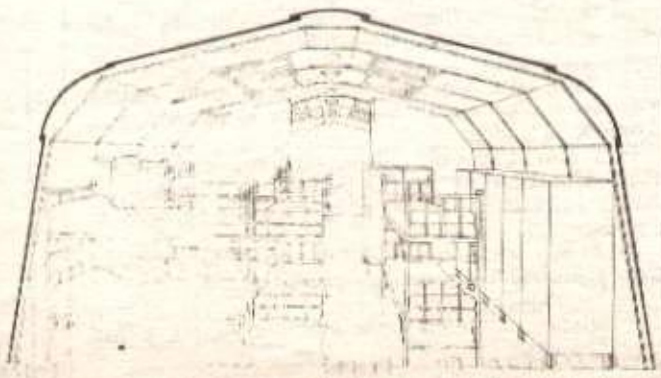
HR : Quelles ont été les principales difficultés de votre lutte ?

R : Au début, pour déclencher la grève, ça a été difficile. Certains résidents avaient peur. Alors, on a mieux expliqué pourquoi la grève et tout le monde s'y est mis. Après quatre mois, la gérante a essayé de nous diviser. Un jour, j'ai vu un résident qui allait payer son loyer. La gérante faisait courir le bruit que les Maliens payaient le loyer et pas les Maghrébins. J'ai été la voir et lui ai dit de ne pas recommencer. Depuis, elle n'a pas essayé.

HR : Avez-vous un soutien des syndicats de la région ?

R : Au début, la CGT a commencé de nous soutenir. Mais ils n'ont pas accepté qu'on critique la municipalité qui est PCF. Ces gens ne voient pas comment on vit réellement. Pour la municipalité, on a essayé de prendre contact avec eux plusieurs fois au début. Elle ne répondait jamais. Il a fallu qu'on fasse une lettre ouverte pour qu'ils commencent à discuter.

La CFDT est venue, mais elle n'est pas restée. Par contre, on a reçu une bonne aide d'étudiants en architecture.



Vue intérieure d'un dortoir du foyer de l'Yser de St-Denis

DENAIN

«La vigilance est de rigueur»

LE café de l'Espérance à Denain, tous les travailleurs immigrés le connaissent. De l'autre côté de la place Gambetta, il est en face du siège de l'Amicale des Algériens. Ici, chaque jour, ils se retrouvent, ceux qui sont employés chez Usinor et les autres, métallos chez Cail, travailleurs algériens habitant à Denain.

Les discussions vont bon train car l'annonce des licenciements à Usinor a provoqué un grand émoi dans les familles. Chaque fois qu'il y a des menaces sur l'emploi, les travailleurs immigrés sont parmi les premiers visés, eux qui subissent déjà une dure discrimination sur le plan des salaires et des postes de travail (dans la sidérurgie les immigrés sont employés dans les secteurs ou le travail est le plus pénible : les quais de déchargement, les hauts fourneaux, le mouvement...). A Usinor-Denain, on compte environ 400 sidérurgistes algériens. Avec le chômage, c'est aussi la crainte de perdre le droit au séjour. Depuis le 28 décembre 1969, un accord entre les gouvernements français et algérien réglemente la situation des travailleurs algériens résidant en France en leur accordant une carte de résident valable 10 ans. Or, cette situation, venue à échéance le 10 janvier 1979, n'a pas conduit à de nouveaux accords en raison du décès du président Boumédienne. Les travailleurs algériens ont vu leur carte renouvelé tacitement pour une durée de trois mois. Un nouvel accord doit intervenir normalement le mois d'avril prochain. Mais qu'en sera-t-il ? La prolongation sera-t-elle d'un an, cinq ans ou jusqu'en 1989 ainsi que le souhaite l'Amicale des Algériens ? Et, ici, à Denain, une fois passée l'échéance de la tacite reconduction, que deviendront les sidérurgistes algériens ?

« Il y a beaucoup d'inquiétude dans les familles, me déclare M. Khali, un des responsables de l'Amicale, *nous demandons, quant à nous, le libre choix pour le travailleur algérien. Il doit pouvoir retourner en Algerie ou rester ici selon son désir. Avec la situation à Usinor, la vigilance est de rigueur ».*

Remi Dainville.

CONFERENCE DE PRESSE DU MRAP

Dans le métro parisien

«Tout ce qui n'est pas blanc est contrôlé !»

LE MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) vient de lancer une campagne contre les contrôles dans le métro parisien. Mercredi, ses représentants ont tenu une conférence de presse sur les quais de la station Gare de Lyon. Ses militants distribuaient aux usagers du métro une étoile verte portant l'inscription *« MRAP – Halte aux contrôles d'identité racistes »* Maitre George Pau-Langevin vice-présidente du MRAP a pris la parole : *« Ces contrôles d'identité sélectifs et obsédants sont intolérables. Depuis quelques mois le métro est utilisé par les autorités comme un piège à immigrés. Tout ce qui n'est pas « blanc de blanc est arrêté et contrôlé... »*

La campagne sur l'insécurité dans le métro parisien menée par le pouvoir il y a quelques mois a eu pour conséquence ces contrôles dont les victimes principales sont donc les travailleurs immigrés.

Il est à noter qu'au même moment la CGT-RATP fait coller dans le métro parisien des affiches invoquant l'insécurité, ils demandent certes davantage d'effectifs, mais aussi « dans les stations dites chaudes (parmi celles-ci celle de Barbes où les immigrés sont nombreux peut-être ?) la permanence de deux agents en tenue et aussi partout la mise en place d'un système d'ilotage. De telles propositions ne peuvent qu'aller dans le sens de la répression des immigrés. Travailleurs adhérents de la CGT vous ne pouvez pas être d'accord avec ça !

HM

Soutien syndical

A MONTREUIL, au cours des procès de l'automne 1978, des sections syndicales soutiennent les résidents en lutte du foyer Sonacotra de la ville : la section CGT de l'hôpital de Montreuil a envoyé un message de soutien à la plate-forme du Comité de coordination ; la section CFDT de Du Four, la section CGT de Kréma, entreprises où les immigrés sont nombreux, ont participé activement à la mobilisation ; l'UL-CFDT a appelé toutes les entreprises à envoyer des délégations aux procès.

Dans un foyer de la région parisienne en grève des loyers et contre les expulsions

Un large soutien

L'AGGRAVATION de la répression de la grève des résidents des foyers Sonacotra crée l'impérieuse nécessité d'élargir le soutien à leur lutte. Ainsi, les comités qui apportent aux résidents un soutien de longue haleine doivent-ils être en mesure de favoriser une large mobilisation profitable aux grévistes dans les moments difficiles... Soit, c'est l'indignation soulevée par une intervention policière, un procès intenté aux résidents, qui sera à l'origine du mouvement de masse. Soit, c'est une importante grève locale qui permet de sceller la solidarité travailleurs Français-immigrés concrètement par un soutien mutuel. Soit encore c'est en prenant au mot telle organisation de gauche qui se déclare soudainement être solidaire de la lutte qu'on peut entrainer ses militants à concrétiser leur soutien.

A Hélancourt, ces trois situations se sont conjuguées et permettent aux résidents de compter sur un soutien très important qui devrait permettre de faire échec aux expulsions envisagées par la Sonacotra.

SAISIR TOUTES LES OCCASIONS

La première occasion d'élargissement est donnée par l'initiative du PCF d'organiser un couscous dans le but déclaré de popularisation de la lutte. Ce fut surtout pour les dirigeants locaux de ce parti la possibilité de prononcer discours et déclarations qui n'évoqueraient guère la grève et la situation des immigrés, mais surtout la querelle PC-PS et l'Europe. Evidemment, l'opération se prêtait à placer des cartes, le bon vin aidant.

Les panneaux amenés par les résidents évoquant leur grève, ils les refusèrent d'abord, mais durent se résoudre à les tolérer, vu l'indignation que cela soulevait.

Néanmoins, l'occasion fut bonne pour expliquer à des militants de ce parti les raisons de la lutte et à en gagner certains à un soutien actif qui se concrétisa par leur présence derrière les banderoles : « *Reconnaissance du Comité de coordination* », « *Non aux mesures Stoléru* » dans le cortège qui alla manifester devant le tribunal d'appel à Versailles.

CONTRE UNE INTERVENTION POLICIERE

L'intervention des CRS (fin novembre) mobilisa, elle, en un jour, tout ce que les localités proches comptent de forces militantes. Le travail du comité de soutien a consisté à donner des objectifs concrets à ce rassemblement. La manifestation devant le tribunal de Versailles fut un franc succès puisque s'étaient joints à l'ensemble des résidents mobilisés une cinquantaine de travailleurs français et notables locaux.

Cela n'empêcha pas que le verdict soit défavorable aux résidents et la tâche que le collectif s'est assigné est de faire échec aux mesures d'expulsion prononcées par le tribunal.

SOLIDARITE ENTRE POSTIERS EN GREVE ET RESIDENTS

Un début de solidarité active entre les grévistes du foyer Sonacotra d'Elancourt et les postiers du centre de tri s'est concrétisé lors de la récente lutte de ces derniers. Une délégation des postiers est venue inviter les résidents à participer à leur manifestation à Trappes. Ils ont été très bien accueillis. Certes, le court délai ne permit pas la présence de nombreux résidents à cette manifestation (le lendemain de la visite des postiers) mais d'autres initiatives du même ordre pourraient affermir ce début de solidarité entre grévistes et créer un climat de confiance entre travailleurs français et immigrés.

تعمل الحكومة الفرنسية، منذ مدة، لتحقيق خطتها رد الكل بصفة مقنعة أو مكشوفة لطرد عدد كبير من العمال المهاجرين.

ولذلك فهي تستعد الآن لرفض إعادة صلحية بطاقات الإقامة لعدد كبير منهم، مع منع الدخول إلى الحدود الفرنسية.

أما الأعراق فقد أعلنوا علنية وبدون أي تردد عن عزمهم لطرد مليون عامل مهاجر وذلك قبل 1985.

وهكذا تعمل الحكومة والأعراق على حث العمال للحقد والبغض والتفرقة بين العمال والدفع بهم للعنصرية بدعوة أن العمال المهاجرين هم المتسببون في البطالة وذلك للقضاء مغالطة العمال الذين لم تخفى عليهم الأسباب الحقيقية لهاته الأزمة.

وبعد استغلالهم للعمال المهاجرين وقد أجبروهم السكن في الأكواخ في أغلب الأحيان وامتصوا دمهم وأخذوا قوتهم ومحتهم فإنهم الآن يحاولون طردهم

إن الحزب الشيوعي الماركسي اللينيني ولسانه جريدة الإنسانية الحمراء يندد بجميع هاته الإجراءات ويعرضون إلغاء هاته العماليات ولتحقيق هاته الغاية فلا بد من شن معركة

- ضد هاته الإجراءات
- ضد عماليات الطرد
- ضد التعسف
- ضد العنصرية
- ولحق نالعمل للجميع

فمن أجل ذلك أصبح واجب عن العمال المهاجرون والعمال الفرنسيون أن يوحدون صفوفهم لأنه بدون عدد واحد وعددهم عدو واحد لا وهو الأعراق والحكم إن الحزب الشيوعي الماركسي اللينيني مساند وسوف يساند دائما جميع المبادرات في هذا الاتجاه.

- لا لعماليات الطرد
- جميع الحقوق للعمال المهاجرين مثل رفاقهم الفرنسيين.

Dans une entreprise ...

A L'ALSTHOM St-Ouen, 25 % environ des travailleurs sont des immigrés. Leur qualification est en moyenne inférieure à celle des ouvriers français. Dans cette entreprise, notre parti fait depuis des années un travail régulier d'information, de propagande, de mobilisation sur la question des travailleurs immigrés, notamment sur la lutte dans les foyers Sonacotra. Il y a eu lutte d'idées au niveau de l'ensemble des travailleurs et dans les syndicats dans la section CFDT, entre CFDT et CGT sur la question de l'égalité des droits entre travailleurs français et immigrés.

La CFDT a lancé la lutte revendicative spécifique aux immigrés et certains succès ont été obtenus :

— Droit à un congé sans solde d'un an sur deux pour les travailleurs de l'usine ayant femmes et enfants au pays d'origine ;

— Droit à une absence payée pour les démarches pour le renouvellement des cartes de travail et de séjour ;

— Attribution de 140 F par personne aux immigrés contraints de prendre l'avion pour aller au pays : Africains, Nord-africains, Antillais...

Lors du procès des résidents du foyer Sonacotra Romain Rolland de St-Denis l'an dernier, près de 30 personnes de l'usine sont allées soutenir les résidents.

Sur des questions telles que la répression contre les syndicalistes et les travailleurs en Tunisie, ou la Palestine, soutien et informations ont été faits par les syndicats et partis politiques à la demande des travailleurs immigrés de St-Ouen.

Contre les mesures gouvernementales, pour le renouvellement des cartes, les syndicats CFDT-Métaux et Bâtiment de Saint-Ouen tiennent une permanence en mars et avril, tous les samedis de 10 heures à midi, à l'Union départementale de Bobigny, pour aider les immigrés.

Travailleurs immigrés !

LE gouvernement français veut expulser un grand nombre d'entre vous dans les prochaines années. Il se prépare à refuser le renouvellement des cartes de séjour à des dizaines de milliers de Maghrébins et d'Africains au cours des mois à venir. Dernièrement, le gouvernement a décidé de bloquer les entrées en France. Les patrons ont avoué ouvertement qu'ils voulaient expulser un million de travailleurs immigrés d'ici 1985. Le pouvoir et les patrons incitent les travailleurs au racisme en laissant entendre que vous êtes responsables du chômage alors que les responsables ce sont eux.

Ainsi donc, après avoir durement exploité les travailleurs immigrés, après les avoir contraints à loger dans des taudis bien souvent, après avoir perdu leur santé dans de nombreux cas, voilà que les patrons et le gouvernement veulent les expulser.

Le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) et son journal *l'Humanité rouge* dénoncent ces mesures et exigent leur annulation. Pour cela, il faut engager la lutte contre elles, contre les expulsions, contre le racisme, pour le droit au travail. Pour cela, il faut que les travailleurs français et immigrés s'unissent car ils ont les mêmes intérêts et les mêmes ennemis qui sont les patrons et le pouvoir. Le PCML soutient et soutiendra dans l'avenir toute lutte et initiative allant dans ce sens.

— Non aux expulsions !
— Mêmes droits pour les immigrés que pour les Français !

Trabajadores inmigrantes !

EL gobierno frances quiere expulsar un gran numero de ustedes en los proximos años. Se prepara, en el curso, de los meses a venir a negar la renovación de los permisos de estancia a decenas de millares de trabajadores del Maghreb y de Africa. Ultimamente, el gobierno ha decidido de bloquear las entradas en Francia. Los patrones han confesado, de manera abierta, que querían expulsar un millón de trabajadores inmigrantes de ahora hasta 1985. El poder y los patrones incitan al racismo dejando entender que ustedes son responsables del paro, pero son ellos los responsables.

Asi pues, despues de haber explotado duramente los trabajorores inmigrantes, despues de haberlos contrenido a vivir frecuentamente en zaquizamis, despues de haber hechado a perder la salud de ellos en numerosos casos, hoy vemos que los patrones y el gobierno quieren expulsarlos.

El Partido communista marxista-leninista y su periodico *l'Humanité rouge* (la Humanidad roja) protestan contra estas medidas y exigen su anulación. Para esto, hay que empenar la lucha contra ellas, contra las expulsiones, contra el racismo, por el drecho al trabajo.

Para esto, hay que unirse, los trabajadores franceses e inmigrantes porque tienen los mismos intereses y los mismos enemigos que son los patrones y el poder.

El PCML sostiene y sostendrá en el futuro toda lucha y iniciativa que vaya en este dirección.

— *No à las expulsiones !*
— *Mismos derechos para los inmigrantes y los Franceses !*

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRENOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

DANS L'ACTUALITE

GRENOBLE

Journée «portes ouvertes» chez Lou

Grenoble, journée portes ouvertes chez Lou. Une ouvrière explique son travail.

LES 358 ouvrières et ouvriers de Lou ont été licenciés par leur patron le 15 janvier. Depuis, ils occupent leur usine. Le dimanche 11 mars, ils avaient organisé une journée portes-ouvertes.

Beaucoup de monde est venu voir comment était le travail à la chaine (il y avait 1 700 ouvières et 1968) et l'appartement occupé par le patron, sa femme, leur bonne et leur chien au dernier étage (5e) en terrasse, avec piscine, jardin et bar. Les ouvrières racontaient par exemple qu'un été le patron, Faller, était parti en vacances en laissant l'évacuation de la piscine bouchée. Il y avait eu une inondation jusqu'au deuxième et une partie du stock avait été détérioré.

Faller a vendu Lou en 1971 et créé un autre entreprise à Grenoble, Karting, toujours dans la confection. L'une de ses raisons, c'est qu'un syndicat CGT s'était monté à Lou et que cela l'empêchait de profiter en paix. Depuis, Lou a marché de moins en moins bien jusqu'à la fermeture de l'usine le 15 janvier. Mais la marque demeure, fabriquée en Italie, au Japon, en Tunisie. Les services commerciaux sont installés à Seyssinet (banlieue de Grenoble) dans une société indépendante appelée Lou-diffusion.

Les travailleurs ne savent toujours pas ce que va devenir Lou et l'occupation continue.

Correspondante Grenoble

Grand guignol à l'Assemblée !

C'EST véritablement du théâtre, pour ne pas dire du grand guignol qu'a connu jeudi l'hémicycle de l'Assemblée nationale. Le groupe du PCF, puis celui du RPR, ont successivement quitté la séance selon une mise en scène bien réglée. Et pourtant, il n'était pas même question de sidérurgie ni d'emploi à la séance de jeudi. Mais il est vrai que les caméras de la télévision étaient là ainsi que la grande presse.

La réunion de jeudi de la session extraordinaire sur l'emploi paradoxalement n'était pas consacrée à l'emploi mais à l'information. Il fallait, en effet, laisser s'écouler 48 heures entre le dépôt des motions de censure des groupes PS et PCF et le vote sur celle-ci. Cet intervalle fut donc consacré à l'information. Ce débat fut, on peut le dire, un modèle de politicaillerie, de tripotages en tout genre où les alliances circonstancielles se nouèrent et se dénouèrent d'heure en heure. Bref, du pur parlementarisme bourgeois dans tout son éclat.

Mais venons-en aux faits. Tout d'abord, le RPR présenta une résolution pour obtenir une commission sur l'information qui devait enquêter sur l'exactitude des informations politiques, économiques et sociales fournies par le pouvoir, sur l'indépendance de la radio et de la télé ainsi que de la presse écrite.

Tout ceci est piquant venant du RPR qui visait évidemment, à travers cette résolution, Giscard et l'UDF. Le PS se joignit bientôt au RPR et compléta le projet de résolution. RPR et PS présentèrent donc une deuxième version de la résolution qui introduisit le cas Hersant. Le PCF, lui, clama bien haut qu'il était étranger à ces débats. Aussitôt, l'UDF demandait une suspension séance pour pouvoir discuter avec certains députés RPR.

Après deux heures de discussion avec l'UDF et laissant le PS remâcher la magouille, le groupe RPR présentait une troisième version complètement vide de la résolution ou Hersant n'était plus évoqué. A la reprise de la séance, R. Leroy du PCF, clamant que le PCF n'avait pas été mis au courant de l'existence de cette nouvelle version de la résolution, quitta l'Assemblée, les députés du groupe derrière lui. Auparavant, il avait copieusement fulminé contre le pouvoir et le PS. Defferre, lui, répondit que s'il avait participé aux travaux, il serait au courant de ce qui se passait et finit par le traiter de sourd ou de fou.

Le PS, par la bouche de G. Filioud, attaqua ensuite le RPR : « *Vos concessions sont infâmantes* » lança Filioud à la tête de Labbé, chef des députés RPR. Celui-ci se leva pour quitter la salle, bientôt suivi de Chirac, de ses béquilles et de ses troupes.

Après le retour dans la salle de Chirac et du RPR, Chinaud se lança alors dans une déclaration élogieuse et inhabituelle du RPR et du gaullisme. Finalement, la résolution du RPR fut votée par l'UDF, le PS et le PCF votant contre.

Après toutes ces sorties et entrées, Boulin put annoncer que le chômage avait encore augmenté. Auparavant, les flics de service avaient expulsé des sidérurgistes de Denain qui voulaient dérouler une banderole dans la tribune du public. Le peuple ne doit pas déranger les débats de l'Assemblée nationale.

Henri MAZEREAU

BLOC-NOTES

COMMUNIQUE DE L'ADMINISTRATION

Nous sortons une affiche-bandeau « Vietnam hors du Kampuchea » pour une campagne à court terme. Si les camarades veulent modifier leurs estimations, qu'ils le fassent avant MARDI 20, au soir.

COMMUNIQUE DE L'ADMINISTRATION

Les quatre pages intérieures du quotidien spécial-immigrés daté du 17-18 mars seront tirées à part. Mercredi 21 mars. Nous attendons vos commandes (à faire avant mercredi midi).

Nous tirons une affiche grand format sur les jeunes pour une campagne à long terme. Si les camarades veulent modifier leur estimation, qu'ils le fassent avant mardi midi.

APPEL URGENT AUX DIFFUSEURS DE PROLÉTARIAT

De nombreux diffuseurs de Prolétariat n'ont pas encore réglé les ventes du No 18 ni même du No 17, ce qui fait que la dette globale des ventes militantes s'établit à 1 326 F. Cela compromet gravement la sortie du numéro 19 consacré à l'Europe.

CELLULES ET SECTIONS payez d'urgence vos dettes à Prolétariat BP 320 13213 Marseille Cédex 1.

LECTEURS DE PROLETARIAT, abonnez-vous ou pensez à vous réabonner (un an : 52 F, soutien : 80 F) - CCP 213089 H Marseille.

GRENOBLE
Meeting de soutien au Kampuchea démocratique

Ce meeting est organisé par le Comité des patriotes cambodgiens et soutenu par le PCRml, le PCMl et d'autres organisations.
Projection d'un film sur l'agression vietnamienne. Samedi 17 mars à 14 h à la salle de l'Amicale laïque. Rue Millet – Grenoble.

PARIS 19e
Film-meeting-débat sur l'emploi et contre le chômage.

Cette soirée est organisée par l'UL-CFDT 19e. Avec la participation de travailleurs de la SFP, de sidérurgistes de Longwy et d'autres entreprises du 19e (SOPAD, RATP, Éducation nationale, Lang, Sécurité sociale).

Un film sera présenté sur la lutte de la SFP, de Longwy, de Péage-de-Roussilon.

Vendredi 16 mars à 18 h 30 au 144, rue de Flandres (dans la cour) Mo Corentin Carriou.

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10 (répondeur) ;

Directeur de publication : André Drueme
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Depot legal 1er trimestre 1979

Suite de la page 8

HR : Justement, les actions menées conjointement avec les gars de la SNIA (notamment piquets de grève contre les heures supplémentaires) ont été particulièrement remarquées. Comment cela a-t-il fait avancer l'idée que la bataille pour l'emploi, c'est dans l'unité qu'il faut la mener actifs, chômeurs, jeunes, femmes, immigrés ?

R : C'est sûr, cela montre qu'il faut continuer à se battre, à faire des actions. Le conflit de BLM aura sans doute élevé cette sensibilisation, qu'il faut se battre ensemble, avec ceux qui sont aussi menacés de licenciement, mais aussi avec les travailleurs qui sont dans les entreprises où il y a du boulot (Batignolles, SNIA). Ce qu'il manque, ce sont des orientations, des directives au niveau de l'ensemble de la métallurgie. La lutte pour l'emploi à Nantes ne se limite pas aux 135 licenciés de BLM.

HR : *La grande manifestation interprofessionnelle CGT-CFDT du 8 février à Nantes, comment a-t-elle servi votre lutte ?*

R : L'ampleur de la manifestation du 8 a montré que les gens sont mobilisés sur les problèmes de l'emploi. Ce qu'il manque, ce sont les propositions d'action. La forme de l'action proposée le 8 était originale et a permis une bonne mobilisation (piquets de grève devant les boîtes, bouchages des zones industrielle). Les piquets de grève, ça mobilise les gars.

La forme d'action est aussi fonction du degré de mobilisation des gars. A BLM par exemple, les gars étaient mobilisés, on a pu bloquer le train de Paris, la Caravelle d'Air-Inter à l'aérodrome... Le fait que nous étions en grève au moment du 8 et après les événements des 5 et 6 (flics à l'usine, manifestation de la métallurgie au conseil régional) a sans doute contribué à donner le ton à cette manifestation.

HR : Il faut développer un large courant de solidarité autour de BLM. Au niveau national, la bourgeoisie au pouvoir attaque actuellement de plein fouet avec une arrogance encore jamais vue, tout un pan de la classe ouvrière que sont les sidérurgistes de Lorraine et du Nord. Comment la solidarité entre métallos nantais et sidérurgistes de Denain et Longwy peut-elle jouer, comme on dit ?

R : C'est vrai, l'attaque dont sont victimes les sidérurgistes c'est important. Et il nous faut montrer que cette attaque contre les sidérurgistes c'est important. Et il nous faut montrer que cette attaque contre les sidérurgistes, elle concerne aussi la métallurgie. Nous n'avons pas fait d'information particulière sur la lutte des sidérurgistes, c'est une chose importante. Jeudi 8 mars, nous avons débrayé une heure avec prise de parole, après les événements de Denain.

HR : Comment allez-vous vous y prendre concrètement pour faire jouer la solidarité dans votre entreprise ?

R : La solidarité, c'est d'abord l'information. Et c'est vrai qu'il ne suffit pas d'afficher les journaux syndicaux sur les panneaux. L'information doit être liée à une action. C'est beaucoup plus efficace. Et des actions que l'on peut mener.

HR : A ce propos, j'étais au « Neptune », le jeudi 8 mars (rassemblement CGT-CFDT, journée internationale des femmes). Il y avait là deux à trois mille personnes. Une fille de la CGT qui diffusait Antoinette *rouspétait car dans la prise de parole, on n'y parlait même pas des événements de Denain de la veille. Pas mal de monde trouvait ça anormal.*

R : C'est vrai, ce n'est pas normal. Il faut saisir toutes les occasions pour lier action et information.

HR : Aujourd'hui, après cinq semaines de grève totale, le travail a repris à BLM. Les travailleurs restent mobilisés, et malgré le faible recul de la direction, les licenciements n'ont pas été annulés. Quelle leçon en tirez-vous ?

R : Le travail a repris, c'est vrai. Mais l'ambiance reste tendue. Le problème de l'emploi reste posé et les travailleurs restent mobilisés. Les licenciements sont effectifs, mais il faut essayer de concrétiser le problème de l'emploi par différentes actions. Le problème de l'emploi est loin d'être réglé et il faut démystifier les positions patronales car il est démontré qu'il existe des possibilités d'embauche à la SNIA. Il y a encore du répondant à BLM. Si la métallurgie nantaise propose quelque chose, les gars de BLM répondront « présents ».

Les travailleurs de Brissonneau et Lotz-Marine lors de la manifestation interprofessionnelle CGT-CFDT, le 8 mars à Nantes.

Interview de deux délégués syndicaux CGT et CFDT de Brissonneau-Lotz-Marine à Nantes

« Les gars de BLM répondront : présent ! »

NOUS avons déjà eu l'occasion de rendre compte de la lutte de Brissonneau (BLM) à Nantes contre le licenciement de 135 travailleurs et contre les menaces de fermeture de la boite. Notre journal ouvre aujourd'hui ses colonnes aux deux délégués syndicaux CGT et CFDT de BLM. Dans une excellente ambiance, Robert Hugotte et Jean Pesseau ont accepté de répondre aux questions de notre correspondant.

HR : Dans un contexte de crise du capitalisme où la classe ouvrière est durement touchée et où les luttes sont difficiles et pas toujours victorieuses, ce qui frappe, c'est la volonté de lutte, la détermination que les travailleurs de BLM ont montrée en s'engageant dans une lutte dure et prolongée. Quel a été le rôle des sections syndicales ?

R : La lutte pour l'emploi démarre réellement en septembre. C'est fin septembre que le plan de la direction est connu.

Le rôle des sections syndicales c'est de contrer la direction dans ses plans de licenciements. Les deux sections travaillent séparément et préparent chacune un dossier sur l'emploi à BLM. Ce qu'il faut noter c'est la complémentarité du travail des deux sections syndicales. Celles-ci sont, entre autres, d'accord que le plan de charge de BLM est suffisant pour maintenir l'horaire à 32 heures sans licenciement. Depuis la rentrée, différentes actions avaient été menées (débrayages, manifestations...) tant à l'intérieur de l'entreprise qu'à l'extérieur (à la Datar, à la commission paritaire de l'emploi).

Malgré un premier recul de la direction, ces actions n'avaient pas assez d'impact, il fallait réagir avec plus d'ampleur, il fallait frapper fort, il n'était pas possible que les gars reçoivent leur lettre de licenciement alors qu'on était encore au boulot.

Les sections ont alors travaillé à mobiliser les travailleurs pour élargir l'action et ont lancé le mot d'ordre de grève générale. Il faut dire qu'il y a eu de nombreuses intersyndicales avant la grève et que nous nous étions préparés. L'organisation était déjà tracée avant le début de la grève (brèves intersyndicales, commissions...).

La grève est partie sur les licenciements et s'est prolongée car il s'est opéré la prise de conscience durant le mouvement que nous ne luttions pas seulement contre les licenciements annoncés mais contre 1 000 licenciements, c'est-à-dire la fermeture de l'entreprise.

HR : L'unité syndicale a plutôt bien marché à BLM. « L'important c'est de rester unis sur notre objectif, de rejeter ceux qui nous divise » me disaient il y a quelques semaines deux syndicalistes CGT et CFDT de BLM, qu'en pensez-vous ?

R : La lutte pour l'emploi, c'est un objectif commun aux deux sections. Nous avons préparé ensemble la grève, nous l'avons menée ensemble, c'était une nécessité pour les organisations et pour les travailleurs. Il n'y a pratiquement pas eu de réunions de sections séparément pendant la grève. C'est une réflexion commune à avancer en même temps pendant le conflit. Ne pas tirer chacun de son côté, c'est une tradition à BLM.

HR : Se débarrasser de BLM, c'est la politique voulue par le groupe Empain-Schneider qui désire se restructurer en éliminant certains secteurs de son activité pour investir dans d'autres branches rapportant davantages de profits. Comment lutter dans ces conditions pour maintenir l'emploi, pour refuser les licenciements ?

R : Dans le groupe d'autres boites sont en difficulté (Toulouse, Champagne). Mais les gars ne voient pas la liaison. La parcellisation sert la division. Regarde, Grenoble, Merlin-Guérin, du troupe Empain possède dix usines.

Morceler, c'est diviser. Il existe, il faut le reconnaitre, des difficultés de liaison, les gars regardent d'abord ce qui se passe chez eux. Et puis, il y a aussi des problèmes dans la structure des organisations syndicales. On a du mal à se lier. BLM, c'est d'un côté la métallurgie nantaise et de l'autre c'est l'appartenance à un groupe ayant divers secteurs d'activité. A cela il faut ajouter les problèmes liés à la sous-traitance. Les luttes pour l'emploi dans ces conditions prennent une autre dimension. Il faut les lier au problème de la classe ouvrière dans son ensemble, aux revendications communes à tous, réduction du temps de travail, des conditions de travail, des cadences... Nous savons bien que BLM ne s'en tirera pas tout seul et que le problème de l'emploi ne sera réglé que dans une lutte d'ensemble.

Le conflit de BLM aura sans doute fait avancer la prise de conscience de la métallurgie nantaise qu'il faut se battre ensemble sur le problème de l'emploi.

HR : La solidarité des autres boites de la société Jeumont-Schneider a-t-elle joué ? Comment ? Quelles sont les difficultés que vous avez rencontrées ?

R : Syndicalement, il existe des coordinations au niveau du groupe, mais il faut reconnaitre que la solidarité n'a pas joué à plein. Le rôle des structures syndicales est important pour diffuser l'information aux autres boites. Jusqu'à ce jour, la solidarité financière n'a pas été mise en place au niveau du groupe. Il aurait fallu que nous nous déplacions nous-mêmes pour rencontrer les gars des autres boites. Si le conflit avait duré, c'était envisagé.

HR : Le soutien de la métallurgie nantaise, notamment Dubigeon, ACT, SNIA, SERTEL, a été en plusieurs occasions très efficace : pour vider les jaunes de la boites, pour la manifestation au conseil régional où le préfet dut faire retirer les flics de la boite en une demi-heure. Comment l'avez-vous apprécié ?

R : Le soutien de la métallurgie nantaise, c'est vrai, a été important. Nous avons vécu une semaine exceptionnelle, la solidarité contre la répression qui a joué, et cela nous a énormément aidés. Mais pour nous, nous savions que BLM ne se sortirait pas seul dans sa lutte pour l'emploi. La question était : est-ce que les autres boites de la métallurgie vont rentrer dans la bagarre ? Est-ce que la lutte des travailleurs de BLM va faire démarrer les autres ? C'est pas parti mais ça a déclenché un processus de réflexion sur l'emploi.

Suite page 7

Brissonneau et Lotz-Marine, quelle entreprise ?

- 1841 : née à Nantes par la famille Brissoneau ;
- 1973 : rachat par Alsthom-Renault-Peugeot ;
- 1974 : reprise par Jeumont-Schneider de l'usine de Nantes ;
- 1975 : IBM, filiale à près de 100 % de Jeumont-Schneider.

Usine de 25 ha, dont 5 en ateliers, sur la zone industrielle de Carquefou. Fabrication : moteurs électriques.

- Fin février 1979 : 987 personnes plus 13 intérimaires.

Effectif visé par Jeumont-Schneider.

- En 1979 : 800 personnes.

Jeumont-Schneider, effectif total hors filiales : plus de 10 000 personnes.

Plus grosses usines :
- Jeumont : 3 700
- Champagne : 2 600
- Saint-Denis : 1 200
- Lyon : 840
- Puteaux : 800

Autres usines :
- Arnage
- Montereau-les-Mines
- Toulouse

Actionnaires :
- Schneider-SA, Jeumont-Industrie (société holding du groupe Empain).
- Empain-Schneider, 1977 : plus de 340 sociétés ; chiffre d'affaires : 32 milliards. Effectifs : 180 000 personnes ; activités : mécanique, sidérurgie, électro-mécanique, chantiers navals, immobilier, banques.

Stratégie : secteur à gros profits (nucléaire), abandon des secteurs jugés non-rentables : sidérurgie, navale, machines-outils.